



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

**Bureau de l'utilité publique et  
de l'environnement -**

Rouen, le **06 MARS 2024**

**Suivi ICPE**

Affaire suivie par Frédéric REKAÏ  
Gestionnaire des dossiers liés à l'environnement  
Tél. : 02.32.76.51.73  
Mél. : [pref-coderst@seine-maritime.gouv.fr](mailto:pref-coderst@seine-maritime.gouv.fr)

REF : UDRD.2024.02.R.21

**- Levée de mise en demeure -**

Monsieur,

L'inspection des installations classées s'est rendue sur votre site le 20 février 2024 afin de procéder au récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2024 vous mettant en demeure de vous conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (évacuation des eaux d'extinction incendie encore présentes dans le bac 1001 de la société DRPC) pour votre exploitation située sur le territoire de la commune de GRAND-COURONNE.

Les prescriptions relatives à l'arrêté préfectoral précité ayant été respectées, je vous confirme la levée de ladite mise en demeure.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale

  
Béatrice STEFFAN

**SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8**

46 rue de Lagny  
93100 MONTREUIL